

FRANCÉS

Ajustements et frais! Le parcours néolibéral de l'Uruguay avec Lacalle Pou

El Ciudadano · 19 de marzo de 2020



Il n'a pas été à la présidence de l'Uruguay depuis 15 jours et **Luis Lacalle Pou a déjà annoncé un plan d'ajustement néolibéral** qui comprend l'**augmentation des services d'électricité, d'eau et de télécommunications**, sous prétexte de réduire le déficit budgétaire.

L'augmentation de prix imposée par le nouveau gouvernement à travers le soi-disant «**tarif**», **qui entrera en vigueur le 1er avril prochain**, représente une augmentation de 10,5% pour les services énergétiques, de 10,7% pour les services santé et 9,78% aux communications.

Ce sont des **augmentations par rapport à l'inflation**, qui au cours des 12 derniers mois étaient de 8,32%, selon les données de l'Institut national de statistique de l'Uruguay (INE).

Pour tenter d'apaiser les esprits, Lacalle Pou a indiqué que les hausses des tarifs de l'eau courante, de l'électricité et des télécommunications sont « inférieures aux coûts des entreprises publiques ».



De même, pour tenter de justifier l'ampleur de l'augmentation, il a **fait valoir que l'ancien gouvernement du Front large n'avait pas procédé à l'ajustement des taux** correspondant à janvier, comme cela s'est produit entre 2015 et 2018.

« En janvier, le gouvernement a manqué ou omis de les télécharger », a-t-il déclaré.

« Il est clair que nous n'allons pas utiliser l'ajustement comme moyen de combler le trou que le gouvernement a généré avec ses déchets excessifs », a souligné l'aile droite.



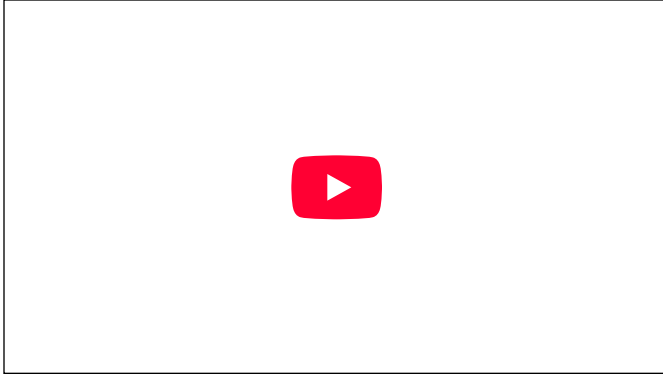
Le prix du carburant n'augmentera pas

Pour éviter un plus grand impact négatif sur le peuple uruguayen, **Lacalle Pou a choisi de reporter l'augmentation des prix du carburant.**

Il a indiqué qu'il avait pris la décision en **raison de la baisse brutale du coût du pétrole**, il attendra donc de confirmer de nouveaux achats de pétrole à l'avenir avec le nouveau prix.

Il a expliqué que l'administration nationale des carburants, de l'alcool et de Portland (Ancap) « avait déjà acheté du pétrole pour le premier semestre de l'année au prix d'avant la chute ».

« Le travail de ces jours-ci dans l'achat du futur marché qui nous a permis d'acquérir pour les six prochains mois pourrait entraîner une adéquation du prix bien inférieure à ce que nous avions prévu », a-t-il déclaré.



De même, le président a annoncé une **augmentation de la TVA pour les achats par carte de débit** – au lieu de rendre quatre points au consommateur, ils seront désormais deux – **et des dépenses par carte de crédit** dans les restaurants, où neuf points de TVA ont été retournés et maintenant, il y en aura cinq.

Pour sa part, la ministre de l'Économie et des Finances, Azucena Arbeleche, a **fait valoir que le soi-disant «ajustement tarifaire» n'est en aucun cas un tarif** », car il s'effectue « en dessous de l'évolution des coûts pour chacune des entreprises », et avec l'objectif de « réactiver l'économie et de créer plus d'emplois ».

Le plan d'épargne

Le paquet néolibéral de Lacalle Pou comprend également « une série de décrets avec lesquels **un plan d'épargne commencera dans l'État** », avec lesquels il espère éliminer jusqu'à 900 millions de

dollars de postes budgétaires **au cours de sa première année au pouvoir**, sans affecter les zones sensibles, comme promis dans sa campagne électorale.

Il a noté que son administration est déterminée à **contenir les dépenses de l'État, économisant au moins 15%** des **coûts** de fonctionnement et d'investissement ; hors éléments salariaux.

Le décret dispose que **seul un poste vacant sur trois pouvant survenir dans son exercice peut être pourvu**, à l'exclusion de cette disposition du personnel enseignant, du personnel de santé technique et spécialisé et du personnel du ministère de l'Intérieur.

En outre, le renouvellement automatique des liaisons temporaires de services personnels qui ne sont pas des agents publics est interdit.

« Les institutions publiques ou privées qui reçoivent des subventions ou des subventions seront également invitées à présenter leurs engagements de gestion aux ministères correspondants et à la Commission des engagements de gestion avant le 30 avril », a déclaré *El País* de l'Uruguay.

Il a également **convenu avec les ministres de commencer à «esquisser certains audits»** qui seront limités dans le temps en raison du manque de ressources.



Briser les promesses électorales

Les annonces ont déclenché un intense débat politique au cours duquel **son gouvernement s'est prononcé pour défendre le « taux »**, arguant que la décision était le résultat d'une mauvaise gestion par l'équipe économique des trois derniers gouvernements du Front large (FA).

De leur côté, de la nouvelle opposition, les **dirigeants de la coalition de gauche ont critiqué les mesures néolibérales**, arguant qu'elles affecteront la poche de la population, et ont accusé Lacalle Pou de « mentir » dans sa campagne électorale.

Quienes prometieron ajustarse el cinturón se lo ajustaron a la inmensa mayoría.

Subiendo impuestos, cosa que explícitamente habían negado. Y además tarifas por encima de la inflación.

Así es fácil ahorrar. <https://t.co/zoEtgMQvt2>

— Carolina Cosse (@CosseCarolina) [March 11, 2020](#)

« **Ceux qui ont promis d'ajuster leur ceinture l'ont ajusté à la grande majorité.** Augmenter les impôts, ce qu'ils avaient explicitement nié. Et en plus, des taux supérieurs à l'inflation. De cette façon, il est facile d'économiser », a souligné Carolina Cosse, sénatrice et candidate de la FA pour la municipalité de Montevideo, sur son compte Twitter.

« Ils font la violation la plus forte non seulement d'une promesse électorale, mais d'un élément principal de critique de l'opposition (gouvernement actuel) au moins **au cours des 10 dernières années ; chaque fois que les taux devaient être ajustés**, même s'ils étaient inférieurs à l'inflation et à l'indice du salaire moyen, **la position systématique de l'opposition était qu'il s'agissait d'un** taux », a déclaré le sénateur Oscar Andrade, qui était un pré-candidat pour le large front.

Pagar más IVA con la tarjeta de debito que usan cientos de miles de asalariados.

En que parte de la campaña electoral la coalicion planteo subir el IVA ??.

El mas regresivo de los impuestos

Hablemos por lo claro.

Le mintieron a la gente.

— Óscar Andrade (@Oandradelallana) [March 11, 2020](#)

« Est-ce que quelqu'un pense que nous allons sortir de ce processus de fermeture des entreprises avec plus de fardeau fiscal? **L'option est très claire : plus d'argent dans l'État, moins d'argent dans le peuple ; moins d'argent dans l'État, c'est plus d'argent dans le peuple.** C'est simple », a-t-il ajouté.

Pendant ce temps, le sénateur Charles Carrera, également du *Frente Amplio*, a affirmé : « Ils avaient des directeurs dans les organismes publics ; ils ont toujours critiqué la gestion des entreprises publiques ; maintenant qu'ils sont au gouvernement, ils ont **promis à la population qu'ils allaient baisser les taux et maintenant ce qu'ils font, c'est les augmenter.** Par conséquent, ils contredisent leur propre discours de campagne »

Le secrétaire général du Parti communiste, Juan Castillo, a déclaré à *El País* que « **la promesse électorale** » de ne pas augmenter les tarifs avait été trop courte. « Vous étiez habitué à dire une chose et à en pratiquer une autre, mais ils l'ont cachée davantage avec le temps. Maintenant, ils ne se cachent plus », a-t-il dit.

Par conséquent, Castillo a regretté **que la charge fiscale soit payée par « les plus humbles ».**

Dans le même esprit, le sénateur du Parti communiste Oscar Andrade a demandé sur son compte Twitter : « **Dans quelle partie de la campagne électorale la coalition a-t-elle proposé d'augmenter la TVA ?** » « Parlons clairement, ils ont menti aux gens », a-t-il dit.

Pour sa part, le secrétaire général du Parti socialiste, Gonzalo Civil, a déclaré à *El País* que **le gouvernement de Lacalle Pou avait « fait un grand saut périlleux ».**

« Deux semaines de gouvernement ne se sont pas écoulées et **dans une seule annonce, ils n'ont pas respecté deux promesses électorales** », a-t-il déclaré.

De même, il a dénoncé que « **les taux augmentent au-dessus de l'inflation** et par le fait même ils augmentent une taxe à la consommation ».

« C'est une trajectoire régressive qui **générera des effets négatifs sur les salaires des travailleurs** et aura des impacts récessifs », a-t-il assuré, tout en se demandant si l'ajustement était annoncé comme « mesures de réactivation » pour l'économie.

À son tour, l'ancien sous – secrétaire à l'économie Pablo Ferreri a déclaré que la réduction du remboursement de la TVA constituait « une augmentation des impôts ».

Les analystes avertissent que le taux est le début du paquet néolibéral que Lacalle Pou prépare pour l'Uruguay.



Plus de frais?

Plusieurs analystes ont déjà prévenu que la hausse des tarifs et le plan d'épargne ne sont **que le début du train de mesures néolibérales que Lacalle Pou prévoit d'appliquer** dans le cadre de son programme économique.

Pour l'économiste Aldo Lema, avec l'application de ces ajustements, il est peu probable que le rendement (pour réduire le déficit), dans le meilleur des cas, soit supérieur à 0,5% du produit intérieur brut (PIB), équivalent à un chiffre de 273 millions de dollars, bien en deçà des 900 promis par le président.

D'autres analystes préviennent que si l'ajustement des dépenses de fonctionnement et d'investissement était linéaire de 15 %, ce qu'ils jugent « très difficile » à réaliser, cela aurait un impact sur 0,7% du PIB, soit environ 382 millions de dollars.

Pour atteindre les 900 millions de dollars d'économies promises lors de la campagne électorale, « **il y aura plus de mesures par décret et dans la loi de finances** », a révélé à *El País* un membre du

gouvernement de droite.

Pendant ce temps, **Lacalle Pou** dit que « le four est pas pour les petits pains » et au lieu faire en sorte que plus d'appliquer des politiques néolibérales, **il a dit que que « si rien ne se passe, il y aura une autre augmentation jusqu'en Janvier l'année prochaine ».**

Juan «fake news» Guaidó, combien de pays la reconnaissent vraiment?

Duque entrera dans l'histoire comme l'homme qui a enterré l'uribismo?

Fuente: El Ciudadano